

# L'éveil fiévreux

## VII. — L'Orient va-t-il choisir entre les deux blocs mondiaux ?

**D**EUX blocs divisent le monde ; ils considèrent les neutres sans grande faveur. Cela accroît les motifs d'inquiétude de l'Orient arabe. Celui-ci, en effet, ne ressent, à l'égard d'un éventuel conflit mondial, qu'une vocation, celle de la neutralité. (1).

L'Orient arabe caresse, sans trop en sonder les difficultés, l'idée flatteuse de constituer une « troisième force » ; il considère d'ailleurs, à tort ou à raison, que les services qu'il aurait rendus aux Alliés durant les deux premiers conflits n'ont pas été récompensés comme il convenait. Aussi les publicistes du Levant aiment-ils à répéter que si l'Orient devait encore s'engager, il lui faudrait, cette fois, se faire payer cher, et d'avance.

### Pour l'Orient arabe, le danger israélien prime le danger soviétique

C'est que, rappelons-le, l'Orient arabe vit un drame profond de l'affaire paléstinienne.

Ce qui lui paraît actuel, urgent, ce n'est pas l'éventuel conflit de demain, c'est la menace, à ses yeux pressante et des plus graves, que constitue Israël, auquel l'opinion nationaliste arabe prête de vastes desseins d'expansion.

Pour échapper à ce qu'il juge un péril mortel, imminent, l'Orient arabe est tenté de courir les dangers, qu'il estime moins graves, en tout cas moins certains, d'une sorte de collusion avec l'U. R. S. S. Peut-être espère-t-il d'ailleurs que la seule menace d'une telle collusion inquiétera l'Occident au point de l'amener à reviser en faveur des Arabes sa position dans l'affaire paléstinienne.

On comprendra mieux, dès lors, certaines des déclarations, surprenantes pour l'Occident, émises par des chefs religieux et des hommes politiques de l'Orient. Des personnalités syriennes aussi différentes, mais aussi représentatives que M. Maarouf Dawalibi, naguère ministre de l'Economie, puis président de la Chambre syrienne, et qui a failli, il y a quelques jours, former le Cabinet

syrien ; cheik Moustapha Sebâi, aumônier du groupement des « Frères musulmans » et orateur favori des foules damascènes ; M. Akram Hourani, ancien ministre de la Défense, animateur du parti socialiste arabe, ont depuis dix-huit mois clairement exprimé l'idée que l'Orient, pour échapper au péril juif, devrait se tourner vers les Soviets. On sera moins étonné également d'entendre un diplomate oriental modéré, faisant profession d'attachement aux idéaux occidentaux, M. Charles Malik, ministre du Liban à Washington et délégué de son pays auprès de l'O. N. U., articuler comme suit les griefs de l'Orient :

« 1° La misère permanente des masses arabes ; 2° la corruption sociale ; 3° l'habile propagande de Moscou ; 4° la médiocrité et le manque d'imagination des contre-mesures occidentales ; 5° l'absence d'un message idéologique de l'Occident, susceptible de séduire les intellectuels arabes ; 6° le matérialisme évident du monde occidental ; 7° la persistance de plaies purulentes telles que le problème des relations avec Israël ; 8° la déunion et la maladresse de l'Occident ; 9° les injustices commises en Orient, telles que l'affaire du canal de Suez. » (L'Orient, Beyrouth, 18 août 1951.)

L'on ne considérera dès lors plus comme surprenant que l'Egypte, au lendemain de sa dénonciation du traité avec Londres, ait repoussé l'offre assez naïvement formulée alors par les

« Trois Grands » d'accéder au système occidental de défense.

On aurait pourtant tort de conclure que l'Orient s'est pour autant, définitivement et sans regrets, livré aux Soviets.

A côté de formules tranchantes qui préconisent le « pacte avec le diable », on trouve, parfois sous les mêmes plumes, des expressions déchirantes de doute, d'angoisse et finalement d'incertitude. Le *Manar*, organe des Frères

l'Egypte, à l'appel renouvelé de l'Occident.

L'accueil négatif réservé cependant, au sein du monde arabe, à la nouvelle déclaration quadripartite du 10 novembre concernant la création d'un commandement suprême allié dans le Moyen-Orient devait rapidement dissiper ces illusions. On conçoit, en effet, qu'il soit bien difficile aux Etats arabes, toujours théoriquement en guerre contre Israël, de renier

### Diagnostic de Pierre RONDOT

musulmans de Damas, après avoir déclaré que l'Occident devrait « payer d'avance » le concours de l'Orient, se lamente ainsi : « Pauvres pays arabes, ils devront, qu'ils le veuillent ou non, faire les frais de la querelle des grands... Pris entre les deux camps, qu'ils soient demeurés neutres ou qu'ils aient pris parti, ils seront entraînés de force dans le conflit... Certes, la victoire du communisme enlèverait leur prix aux valeurs spirituelles de l'Islam, mais le triomphe des démocrates, c'est-à-dire du camp judéo-américain, signifierait l'anéantissement des Arabes... Destinés à être, de toute façon, détruits, pourquoi prendrions-nous parti ? » (*Manar*, 12 janvier 1951.)

### En dépit de quelques hésitations, la méfiance du monde arabe reste grande envers le projet occidental de défense

Mais, ainsi que le note un journaliste libanais de grand talent, M. Georges Naccache, le monde oriental en arrive à un point où il n'aura plus « ni le choix du choix, ni le choix de non-choix » (Orient, 3 novembre 1951) ; remarque qui implique l'opportunité, pour les pays arabes, de prendre une décision, de « parler », sous peine de laisser dévaloriser par le temps une adhésion trop tardive.

C'est un état d'esprit analogue qui, durant la première quinzaine de novembre, a inspiré dans divers pays arabes quelques manifestations favorables à une adhésion de l'Orient au système occidental de défense :

Le 4 novembre, de hautes personnalités de Beyrouth semblent avoir recommandé au président de la République libanaise l'abandon de la neutralité ; le 10 novembre, le président du Conseil syrien, M. Hassan Hakim, dont le cabinet était fort ébranlé par des divergences d'ordre intérieur, se démettait pour marquer son désaccord avec son ministre des Affaires étrangères, M. Faydi Atassi, qui venait de prendre publiquement position contre le projet occidental de défense. En même temps, la Jordanie aux prises avec de réelles difficultés financières multipliait ses sondages dans le monde anglo-saxon. Rappelant enfin les solides liens établis, sous l'invocation du pétrole, entre l'Arabie séoudite et les Etats-Unis, quelques observateurs occidentaux présentaient une sorte de scission dans le bloc des Etats arabes, dont la majorité leur semblait susceptible de répondre, plus favorablement que

publiquement leur allié égyptien. Celui-ci ne s'est-il pas placé à la tête de la « lutte froide » contre les Sionistes, en persistant, malgré la pression britannique et



L'Egypte s'ingénie à multiplier les contacts avec le bloc oriental. Volé le délégué égyptien au Congrès des partisans de la paix, à Vienne, Kamel-el-Elnderi, le « pacha rouge ».

la décision du Conseil de sécurité, à prétendre contrôler les cargaisons transitant par le canal de Suez vers Israël ? Cet incident ne constitue-t-il pas l'une des occasions de la nouvelle tension anglo-égyptienne ? Les Occidentaux n'ont-ils pas, d'ailleurs, l'intention d'inclure sous une forme quelconque le gouvernement de Tel-Aviv dans leur système stratégique, et celui-ci ne serait-il donc qu'un moyen détourné d'obliger Israéliens et Arabes à l'accord, par la capitulation des seconds ?

Telles sont les réactions passionnées que le projet de défense occidentale, sous sa nouvelle forme comme sous l'ancienne, déclenche en Orient. Nous sommes donc invariablement ramenés dans la perspective politique particulière du monde arabe, pour lequel la lutte contre Israël prime tout autre considération.

# du Proche-Orient

## Les gouvernements arabes sont-ils en mesure de jouer au plus fin avec Moscou ?

En dissuadant, à la fin d'octobre, les pays arabes de s'associer au plan occidental de défense, Moscou correspondait donc sensiblement aux tendances de leur politique extérieure. Mais il ne rassurait pas, pour autant, leur sens extrêmement conservateur, sinon féodal, de l'équilibre intérieur. Quelques jours plus tard, l'organe des « Frères musulmans » exposait, avec une clarté confinant à la candeur, les vœux que l'attitude des Soviétiques inspirait à l'opinion arabe. « La Russie, écrivait ce journal, est une très grande puissance vers laquelle vont, chaque jour plus nombreux et plus sincères, les vœux des peuples arabes et musulmans... Un seul obstacle empêche la collaboration entre ces peuples et la Russie : c'est le communisme, dont elle a fait sa foi, et qui s'oppose à notre croyance islamique... Pourquoi la Russie n'établit-elle pas une distinction nette entre sa politique étrangère et sa doctrine communiste ? » (*Manar*, 1<sup>er</sup> novembre 1951.)

Cette distinction que les pays arabes suggèrent, eux-mêmes s'efforcent de la pratiquer à l'égard des Soviétiques. L'Égypte, par exemple, s'ingénie depuis la rupture avec Londres à accroître ses échanges commerciaux, comme ses contacts diplomatiques, avec le bloc oriental ; au « Congrès des partisans de la paix », à Vienne, le délégué égyptien Kamel el Bindari, le « pachia rouge », fait presque figure d'émissaire officiel ; aux États-Unis, les représentants de l'Égypte ont soutenu effectivement, en dépit de quelques précautions verbales, la thèse soviétique au sujet du désarmement. Mais rien ne laisse présumer l'atténuation, au Caire, des mesures de rigueur édictées contre les propagandistes communistes.

Un jeu aussi nuancé peut-il se soutenir longtemps ? On sait que le gouvernement iranien, qui s'est bien gardé dans l'affaire d'Abadan d'invoquer directement l'aide de Moscou, s'inquiète aujourd'hui de l'extension de l'activité communiste à Téhéran. Tout recul d'un des grands blocs mondiaux constitue fatalement, en effet, un progrès de l'autre, fût-ce sur un terrain qui se veut neutre. Or, l'Orient d'aujourd'hui n'est pas spécialement bien armé pour lutter contre l'expansion des idées révolutionnaires.

Les gouvernements nationalistes des pays arabes, formés surtout d'intellectuels conservateurs, de

riches bourgeois, de propriétaires fonciers, de féodaux, n'ont pas apporté à la solution des problèmes économiques et sociaux le zèle qu'ils ont consacré à l'action politique. Très attardés encore, souvent très misérables, les masses commencent à prendre conscience de leur malheureuse situation ; il suffit de quelques propagandistes pour achever de les éclairer, et pour les porter vers l'action.

D'autre part, la surenchère nationaliste si volontiers pratiquée aujourd'hui en Orient ; les appels, sous le couvert d'étiquettes islamiques, aux sentiments élémentaires de xénophobie ; le rassemblement, comme ce fut le cas le 13 novembre, au Caire, de foules immenses qui ne supporteront peut-être pas toujours de demeurer passives, constituent autant d'éléments virtuels de trouble.

Dans un ouvrage paru au moment même de la rupture entre Le Caire et Londres, un très bon connaisseur de l'Orient moderne décrit « les divergences grandissantes, en Égypte, entre la bourgeoisie dirigeante, seule bénéficiaire de la modernisation du pays, et les masses populaires qui cherchent confusément dans les idéologies les plus diverses l'élixir merveilleux capable de les soulager ». C'est la lutte entre ces deux classes sociales, conclut-il, qui « dominera l'histoire de ces prochaines années ; c'est de son issue que dépendront, dans une large mesure, les destinées de l'Égypte dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle ». (MARCEL COLOMBE, *L'évolution de l'Égypte*, Paris, 1951.) Cette conclusion semble valoir, à plus ou moins longue échéance, pour la plupart des pays arabes. On appréciera, dans les circonstances internationales actuelles, toute sa gravité.

Si l'Orient était en mesure de considérer, avec une froide objectivité, les problèmes extérieurs et intérieurs qui se présentent à lui, sans doute serait-il amené à réviser largement l'ordre d'urgence que leur attribue aujourd'hui son opinion publique. Longtemps les États-Unis se sont flattés de l'amener à ces sereines réflexions ; ils n'y sont point parvenus.

Pour des raisons qui mettent souvent en cause, comme dans l'affaire de Palestine, des responsabilités occidentales, l'Orient arabe est parvenu au paroxysme des passions nationales : il sacrifie à celles-ci des coutumes jusqu'alors honorées, telles que le respect des contrats ; il met aveuglément à leur service, non sans les dévier quelque peu, ses forces spirituelles les plus vénérables ; il ne peut, pour le moment, rien considérer sous un autre angle.

Les Occidentaux, qui ont longtemps tardé à comprendre les élans de l'arabisme, qui n'ont pas toujours mesuré la profondeur de ses déceptions et de ses rancœurs, restent déçotés devant ses excès d'aujourd'hui. Leur premier réflexe, bien occidental, a été d'agir aussitôt ; ce faisant, ils n'ont réussi le plus souvent qu'à irriter les plaies vives et à aiguïser les rancunes, à cimenter les oppositions. La hâte, cependant, est mauvaise conseillère ; elle ne peut qu'être inféconde auprès de ces peuples qui, traditionnellement, tiennent le temps pour si peu, et dont le sens critique reste assez vif, malgré leur actuel emportement, pour que ne leur échappe nulle des fautes de leurs partenaires.

Aussi de bons observateurs pensent-ils que l'Occident ferait



M. Charles Malik, ministre du Liban à Washington et délégué de ce pays à l'O. N. U.

bien, aujourd'hui, de mesurer avec un sang-froid accru les délais dont il dispose, et de s'assurer les avantages soigneusement calculés d'une réflexion approfondie. Le spectacle de sa sérénité, qui ne serait pas incompatible avec la vigilance, restaurerait son prestige que l'Orient discute ; il attesterait sa force en même temps que sa sagesse.

Il n'est pas impossible qu'un tel exemple exerce sur l'Orient un heureux effet et y ranime les vieilles traditions d'humanisme et de modération que les passions nationales obscurcissent aujourd'hui. Alors apparaîtraient sans doute des solutions d'équilibre et de compromis, qui semblent aujourd'hui aussi difficiles à concevoir qu'à faire accepter.

FIN

(1) Voir *Le Croix* des 27, 28, 29, 30 novembre, 2-5 et 6 décembre.

# L'éveil fiévreux du Proche-Orient

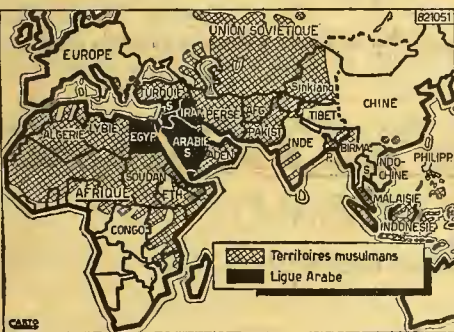
## V. Faute de pouvoir éliminer des pays arabes la misère et la désunion la Ligue arabe se prodigue en bruyantes interventions extérieures

**M**at 1941 : les troupes britanniques répriment, en Irak, la révolte de Rachid Ali Gaylani, et le grand mufti, symbole de l'extrémisme palestinien, fuit de Bagdad à Téhéran. Les derniers avions allemands, venus apporter aux rebelles quelques secours et conseils, rejoignent leurs bases balkaniques. L'incident local est réglé, non sans peine, mais sa cause profonde demeure : la mystique du nationalisme arabe, que le début de collusion avec Berlin rend singulièrement inquiétant. Londres pense qu'il faut, de toute nécessité, empêcher l'Axe de fonder le « la révolte dans le désert » ; il faut ramener vers les Alliés le sentiment arabe : à cet effet, on flattera son goût, si vif, de l'unité. Et M. Anthony Eden déclare, le 29 mai 1941, que, le monde arabe désirant atteindre « un plus haut degré d'unité » et recevoir à cet effet l'appui de la Grande-Bretagne, « le gouvernement de Sa Majesté donnera l'appui le plus complet à tout plan qui recevra une approbation générale » (1).

### L'arabisme préfère la xénophobie à l'action sociale

La Ligue arabe est virtuellement née, et sa marraine est l'Angleterre. Cependant l'Axe n'a plus, depuis 1941, réellement paru en Orient ; Rommel n'a pu atteindre le Caire ; bien que replié à Berlin, le grand mufti n'a pas lancé d'appel explicite à la rébellion arabe. La politique reprend, en Orient, ses droits sur la guerre. Le sentiment unitaire anglo-arabe cherche un aliment : la présence, au Levant, d'une France alors affaiblie, va le fournir à point nommé. L'union arabe se concrétise dans l'effort qui, soutenu et guidé par les Britanniques et exploitant habilement les fautes des agents français locaux, parviendra dès 1943 à brouiller la France avec le Liban, en attendant de l'acculer, en 1945, à quitter la Syrie. Cette première orientation donnée à la Ligue devait, plus que les textes du 7 octobre 1944 (protocole d'Alexandrie) et du 22 mars 1945 (acte arabe), peser sur les destinées de l'institution. Ses éléments disparates avaient été cimentés par l'action habile, mais cynique, de la Grande-Bretagne ; celle-ci n'avait pas hésité, fût-ce en pleine pé-

riode de guerre et contre un Allié, à flatter les passions populaires arabes ; jouant sur un nationalisme qu'elle espérait s'attacher en le comblant, elle s'était gardée de l'éveiller à la conscience des lourdes tâches intérieures qui l'attendaient, et, en le dérivant vers des adversaires qu'elle lui montrait au dehors, elle avait développé chez ces peuples de violents sentiments de xénophobie.



La chronique de ces dernières années montre que cette xénophobie n'a pas tardé à se tourner contre la Grande-Bretagne elle-même.

La Ligue arabe aurait eu cependant, si elle l'avait voulu, une tâche constructive à aborder. On sait combien, malgré le sentiment unitaire, les particularismes, sinon les égoïsmes locaux sont demeurés vivaces dans les divers pays arabes ; on n'ignore pas que l'analphabétisme, le manque d'hygiène, l'ignorance des bonnes techniques agricoles, l'absence d'une industrie moderne, la précarité des moyens de transport, entravent le développement harmonieux de ces régions, dont les

masses misérables restent exploitées par une oligarchie rapace. A tous ces maux, une grande politique bien coordonnée de rénovation arabe, mettant en commun les efforts et les ressources du Caire à Bassorah et d'Alep à Sanaa, aurait pu apporter d'efficaces remèdes. Mais, dans ce domaine, l'activité de la Ligue

### Diagnostic de Pierre RONDOT

arabe n'a pas dépassé le stade élémentaire des Congrès, des échanges de renseignements, des missions isolées de médecins ou

Terre Sainte reste théoriquement l'objectif n° 1 de la Ligue arabe, celle-ci continue de multiplier ses démarches à l'extérieur. Elle entend ainsi éviter que les instances internationales ne l'oublient et ne la négligent ; elle peut aussi, de la sorte, faire état d'une unanimité arabe, qu'elle ne saurait si bien réaliser dans le domaine intérieur. Aussi la voit-on chercher, aussi loin que possible, ses prétextes d'intervention ; et ceci explique, entre autres, que la situation du Maroc soit un de ses thèmes de prédilection. On a vu, au printemps dernier, comment de fausses nouvelles issues de Tanger avaient pu enflammer l'opinion orientale par l'annonce de services imaginaires, comme le prétendu bombardement de Fez ; le déclenchement des passions populaires, obtenu de la sorte, faisait oublier, à ceux mêmes qu'il agitait, leur pauvreté, leur misère, la faiblesse et les rivalités de leurs gouvernements, l'accroissement menaçant du danger israélien, enfin l'incapacité de l'Orient arabe à résoudre ses propres problèmes ; on se flattait même que ce tumulte pût abuser, sur ces causes de faiblesse, jusqu'à nos observateurs internationaux et aux chancelleries.

### La Ligue arabe n'a pas réussi à régler la question palestinienne

La Ligue pouvait alléguer, il est vrai, une excuse : ces missions culturelles, économiques et sociales étaient primées, en ce qui la concerne, par l'urgence nécessaire de résoudre le problème palestinien ; c'était dans ce but qu'elle devait réaliser, sans plus attendre, le faisceau des forces arabes. L'importance de l'enjeu palestinien justifiait peut-être ce calcul ; mais il eût imposé une union sans lacunes. Nous avons vu qu'il n'en a rien été et que les forces arabes n'ont jamais réussi à combiner leur action contre Israël.

Mais, avant même cet échec militaire de 1948, les Arabes avaient encouru un analogue in succès sur le plan diplomatique : ils n'avaient pas su imposer un ordre d'urgence aux objectifs internationaux des différents Etats de la Ligue, ni tout subordonner à la nécessité primordiale de s'assurer des alliés dans l'affaire palestinienne ; toute leur politique extérieure avait consisté à multiplier les protestations passionnées contre toutes les formes réelles ou supposées de l'impérialisme occidental. Encouragée par la Grande-Bretagne à Damas, en 1945, la xénophobie arabe se retournait contre elle au Caire dès 1947 : non seulement, en remuant les masses égyptiennes, elle provoquait l'échec des conversations engagées pour la révi-

### Les formules unitaires masquent mal, en Orient, les rivalités et les faiblesses des gouvernements

Cependant, la Ligue n'en apparaît pas moins, malgré ses ambitieuses démonstrations, comme l'imparfait rassemblement, efficace seulement dans le domaine verbal ou dans l'ordre négatif, de gouvernements faibles et divisés.

Les gouvernements arabes d'aujourd'hui sont faibles. Ils sont nés, en effet, des sursauts nationalistes contre l'Occident ; leurs animateurs sont les plus éloquents tribuns, les agitateurs les plus habiles, pas nécessairement les meilleurs organisateurs. Parmi ces chefs politiques figurent, auprès des avocats et des intellectuels qui ont monté la façade démocratique des institutions, de grands bourgeois, des propriétaires fonciers, des féodaux qui continuent de mener les masses par des procédés traditionnels parfois fort rudes. L'enivrement des luttes nationales pour certains, le culte des intérêts personnels pour d'autres, détournent ces gouvernants du patient effort de réforme intérieure, seul capable de transformer ces pays par l'assainisse-

ment social et le développement économique.

Aussi voit-on les tribuns du Caire dénoncer, par exemple, « l'exploitation des Marocains par l'impérialisme français », tandis que la situation du peuple égyptien est, elle, réellement tragique. Une enquête menée par la Faculté de commerce de l'Université Foud-1<sup>er</sup> du Caire révèle qu'une seule famille égyptienne, sur 2 000, parvient à boucler son budget (*Bourse égyptienne*, 14 avril 1951) ; un professeur égyptien, M. Rachid el Baravi, démontre que 37 pour 100 des terres cultivables du royaume sont détenues par 11 916 personnes dont les propriétés s'étendent en moyenne sur 184 feddans, tandis que 1 920 641 personnes possèdent chacune moins d'un demi-feddan (*Middle Eastern Affairs*, mars 1951).

D'autre part, ces faibles et inefficaces gouvernements sont, entre eux, profondément divisés. L'ambitieuse formule de la « Ligue arabe » couvre, sans réussir à la dissimuler, la riva-

teindre Tel-Aviv ; c'est un fait qu'elles sont demeurées passives ; et la même manœuvre négative se répète souvent sur l'échiquier politique. Le Liban, soucieux de sauvegarder son indépendance ; la Syrie volontiers républicaine et particulariste se joignent souvent au bloc égypto-séoudite. Le Yémen, très à l'écart, fait parfois la balance, lorsque d'aventure les autres Etats de la Ligue se séparent en deux groupes de trois.

Commentant cet état de choses, une revue britannique qui fait autorité n'hésite pas à écrire : « Le tableau que nous a offert la Ligue arabe est celui d'un échec triste et souvent délibéré... Elle est devenue, et elle demeure encore dans une très large mesure, le champ clos choisi pour les luttes inter-arabes, plutôt que l'expression d'un monde arabe uni. » (*The World To Day*, mai 1951.) Mais il est encore, dans la Ligue, des causes plus subtiles et plus profondes de division. Le roi Abdallah ne s'est-il pas toujours montré, à l'égard du sionisme, plutôt modéré, comme s'il poursuivait malgré tout le vieux rêve britannique d'un accommodement judéo-arabe ? Les contingents jordaniens ont-ils poussé à fond dans la campagne contre Israël ? Abdallah, satisfait d'avoir arboré en Jordanie sa Transjordanie, par annexion de la Palestine arabe, n'a-t-il pas rêvé d'une paix séparée avec Israël ? Consolidant ainsi ses avantages territoriaux, il eût de plus bénéficié d'une fructueuse association avec l'économie juive en plein essor. Les révélations que fit, fin 1949,

mais non pas invraisemblables ; il s'en est fallu de peu que la Jordanie ne soit expulsée de la Ligue.

### L'extrémisme arabe reste présent, même dans la Ligue

Du moins est-il paradoxal qu'aux réunions de cet organisme la Jordanie (accrue, rappelons-le, de la Palestine arabe) rencontre les délégués du gouvernement de Gaza, dit de « toute la Palestine », émanation du grand mufti. Mais la force de ce gouvernement fantôme, c'est de représenter un symbole, d'attester l'intransigence d'une revendication ; le désavouer, ce serait, dans l'absolu, céder ; ce serait reconnaître l'usurpation israélienne. La Ligue ne peut le faire ; elle préfère, à ce reniement, une contradiction qu'elle masque comme elle le peut, en tenant la Jordanie pour simple « géante » du territoire arabe de Palestine, cependant en fait et en principe incorporé au royaume et envoyant des députés à son Parlement. Mais l'on comprend que, de tels attermoiements,

(1) Voir la Croix des 27, 28, 29 et 30 novembre.

### DEMAIN :

**D'Abadan à Suez, les grands intérêts internationaux ne sont plus, en Orient, un facteur de stabilité, mais une occasion de troubles.**



Tenant d'une main le Coran et de l'autre un revolver, Alonso Padro proclame la guerre sainte à la fin d'un Congrès de la Ligue arabe.

lité tenace de deux clans, les Hachémites et leurs rivaux. Les Hachémites, issus de ces chérifs de La Mecque qui menèrent la « révolte arabe » avec Lawrence, règnent sur l'Irak et sur la Jordanie ; ils ont, en Syrie, quelques partisans ; leur rêve, c'est selon les circonstances la « Grande Syrie » ou le « Croissant fertile », la réunion sous leur sceptre des meilleures terres arabes, de la côte du Levant à celle du golfe Persique en passant par Alep et Mossoul. Mais l'Arabie séoudite, avec Ibn Séoud, et l'Egypte, avec Farouk, n'ont que méhance envers de tels projets ; ils ne manquent aucune occasion de les contrecarrer, fût-ce aux dépens de la solidarité arabe : si les troupes égyptiennes s'étaient engagées à fond contre Israël dès le début de la campagne de 1948, elles auraient procuré à la légion arabe de Jordanie et à la division irakienne une chance de déboucher de Jérusalem et d'at-

au Caire, le colonel jordanien Abdallah el Tell, ancien gouverneur de Jérusalem, ont accredité ces rumeurs désobligeantes,

# L'éveil fiévreux

## IV. — L'imbroglia palestinien

### exacerbe le conflit des nationalismes orientaux

LES prévisions les plus lointaines, les prédictions les plus claires ne sont pas toujours les mieux entendues. On ne s'est que récemment avisé que Napoléon, dans son entreprise mondiale qui dominait l'idée de la lutte contre l'Angleterre, avait conçu le projet d'un établissement juif en Palestine. Et qui, en 1905, aurait songé à souligner dans le *Réveil de la Nation arabe*, la phrase incroyablement lucide par laquelle Négib Azoury désignait ce sur-saut national comme la seule parade possible à une entreprise israélite de domination de l'Orient ? (1)

#### L'essor du nationalisme israélien

« Les commencements sont petits », observait le cardinal de Retz. Les débuts de ce qui devait devenir, à travers le sionisme, le nationalisme israélien, corroborent parfaitement cette remarque.

A la veille de la première guerre mondiale, si Léo Pinsker avait déjà lancé le sionisme et publié *l'Etat juif* (1896), le nombre des colons juifs installés en Palestine était encore très modeste et leur présence n'impliquait aucun problème politique. Le 2 novembre 1917, lorsque, pour récompenser le Dr Chaïm Weizmann de sa contribution à la chimie de guerre, lord Balfour lui fit la promesse, à laquelle son nom est resté attaché, de l'établissement en Palestine, pour le peuple juif, d'un « Foyer garanti par le droit public », on pouvait encore penser qu'il s'agissait d'une œuvre humanitaire plutôt que d'une entreprise politique. En 1922, la déclaration Churchill manifestait un vif souci de maintenir dans des bornes étroites l'expansion du sionisme palestinien. La Transjordanie, remise au Hachémite Abdallah, était exclue de l'expérience, mais pouvait servir, avec le monde arabe, de tampon ou de trait d'union. L'on pensait que les Arabes de Palestine, bénéficiant de la prospérité introduite par les immigrants juifs, s'accommoderaient de cette présence qui ne devait pas être dominatrice : « Une bonne administration, prolestant

les Anglais, fait des miracles politiques ». En 1929 encore, les sanglants incidents arabo-juifs autour du Mur-des-Pleurs, lieu saint revendiqué par les deux parties, pouvaient sembler plus religieux que nationaux.

Nous permettra-t-on d'évoquer ici le souvenir de nos propres expériences ? Notre surprise fut grande, en 1932, lorsque, venant de Syrie, nous visitâmes pour la première fois les colonies sionistes de la Judée, et singulièrement les « kibboutz » collectivistes lancés en avant-garde sur les terres incultes du Sud. La tension virile de ces communautés, l'esprit de sacrifice et de coopération des pionniers, l'élan, dépourvu cependant de mysticisme religieux, de ces intellectuels et de ces bourgeois qui venaient ressusciter de leurs mains la terre de leurs ancêtres, enfin l'héroïsme partiel de ne point rechercher le profit, mais le rachat du sol et l'établissement des hommes, tout cela rendait un son qui ne pouvait tromper : quelque chose de très grand naissait dans le silence et presque dans le secret. Quelques mois plus tard, la lecture d'*Autémancipation* achevait de nous éclairer : un peuple longtemps humilié entendait, à la face des autres, reconstruire sa fertilité. Le sionisme n'était dans son essence ni une affaire de lucre ni une œuvre humanitaire, mais une entreprise nationale.

Un nationalisme nouveau, digne en soi d'une singulière estime, mais gros des plus graves bouleversements, s'affirmait en Orient. Les troubles de 1936 constituèrent en Palestine le premier

choc véritable entre nationalisme sioniste et nationalisme arabe. Quelques mois plus tard, lord Peel, président de la Commission d'enquête envoyée par Londres, portait sur la crise palestinienne le premier diagnostic sérieux et proposait une intervention chirurgicale : il décelait l'existence sur ce territoire de deux nationalismes rivaux, affirmait leur caractère inconciliable, suggérait le partage. Les difficultés qu'il y aurait eu à effectuer celui-ci furent ajournées et le traitement et, en même temps, oublié le diagnostic : on adopta en vue de la guerre qui venait,

des extrémistes palestiniens, un personnage qui allait pouvoir servir sinon de chef, du moins de héros et d'étendard au mouvement arabe : c'était Hadj Amine el Husseini, grand mufti de Jérusalem. Son appartenance à l'une des premières familles arabes de Palestine, sa haute charge de jurisculte religieux, sa participation active au mouvement national firent moins pour sa renommée et son autorité que l'obscure volonté toute vaine de ce pertinax qui, en même temps que l'obscure dénonciation de la déchéance britannique, était le héros principal du terrorisme, et

#### Diagnostic de Pierre RONDOT

une solution provisoire consistant à limiter l'immigration juive. L'équilibre arabo-sioniste était passagèrement assuré par l'exaspération égale des deux parties qui s'estimaient l'une et l'autre lésées, mais que la férule britannique contenait.

l'adresse romanesque qu'à plusieurs reprises il déploya pour leur échapper. Leaders sionistes et autorités anglaises déniaient sonnage, mais durent tenir compte de son extraordinaire popularité parée d'intransigence. Jusqu'au début de 1941, des essais d'ac-

#### La crise palestinienne porte à son paroxysme le nationalisme arabe

La crise palestinienne de 1937 avait cependant été décisive pour le nationalisme arabe : elle l'avait mûri ; elle lui avait révélé, avec la nécessité d'une lutte dure, un adversaire inexpiable, un but précis, un chef paré de prestige ; elle l'a finalement porté à un paroxysme d'intransigence et de violence, dont il demeure aujourd'hui marqué, et qui mobilise à son profit les forces latentes de l'Islam.

En 1913, le nationalisme arabe, c'était un Congrès d'intellectuels à Paris pour faire appel aux puissances, et en Syrie des Sociétés secrètes pour miner sourdement l'Empire turc. En 1916, c'était la « révolte dans le désert », avec quelques chefs bédouins et quelques officiers arabes qui avaient abandonné les rangs ottomans. En 1925, c'était la rébellion syro-druze : une poignée de bourgeois s'efforçant d'organiser la ruée des montagnards et des faubouriens. De 1928 à 1937, à Damas, c'était la campagne obstinée mais souple, contre le mandat français, d'habiles avocats qui jetaient, de temps à autre, des bandes d'écoliers dans la rue. A la même époque, à Bagdad, c'était l'apprentissage de l'indépendance avec de frénétiques luttés de clans faisant suite à la rude mise au pas des minorités. Mais en Terre Sainte le décor change : il ne s'agit plus de décourager à force de mémoires et de manifestations des mandataires essentiellement provisoires, patients et peu enclins à verser le sang ; il s'agit d'empêcher par la force des émigrants juifs tenaces, entreprenants, bien armés, prompts aux coups, persuadés de leur supériorité dans tous les domaines, de s'installer définitivement sur une terre arabisée depuis dix siècles, et devenue sacrée aussi pour l'Islam. Dès lors, fonctionnaires en rupture de ban, intellectuels, chefs religieux, se mêlent aux paysans de Samarie et de Judée pour mener, contre les sionistes qui colonisent l'arme au poing, une lutte acharnée, très vite doublée d'un terrorisme impitoyable. Alors surgit, parmi les rangs



Le grand mufti de Jérusalem.

commodement furent cependant recherchés par Londres avec les éléments les plus accessibles de l'équipe du mufti ; ils échouèrent. Réfugié en Iran après la révolte de Rachid Ali Gaylani, puis en Allemagne, le grand mufti sut éviter de trop se compromettre avec l'Axe ; il apparut aux yeux des Arabes comme l'homme capable de recruter partout des alliés pour leur cause, mais exempt de toute inféodation à l'étranger. D'où son prestige, sans égal dans l'Orient arabe, et malgré bien des épreuves et des échecs, intact encore aujourd'hui ; pour les extrémistes arabes, Hadj Amine, pur de toute compromission avec les impérialistes d'Occident comme avec les modérés d'Orient, représente dans l'absolu le véritable souverain légitime de la Palestine.

#### Le problème palestinien demeure entier

En fait, on sait ce qu'est devenu ce malheureux pays. En 1948, la Grande-Bretagne, lassée, a résigné le mandat qu'elle détenait sur lui ; elle laissait ainsi aux circonstances le soin de mettre en œuvre le projet de partage palestinien, projet qui lui paraissait la seule solution possible, mais dont elle n'avait pu, malgré son ingéniosité tenace, faire accepter aucune formule



Le Mur des Pleurs qui fut à plusieurs reprises le théâtre d'incidents tragiques.

# du Proche-Orient

ux deux partenaires à la fois.

Beaucoup d'observateurs pensent que Londres espérait ainsi ménager à ses alliés arabes de Transjordanie, et d'Irak une occasion de régler, par la force, la question à leur profit. La désunion chez les Arabes, l'élan patriotique et l'esprit de sacrifice chez les Sionistes, donneront à la campagne un tout autre dénouement : l'Etat d'Israël se constituera sur la majeure partie du territoire palestinien, tandis que la petite Transjordanie d'Abdallah, devenue « Jordanie », devait se contenter d'annexer la Samarie et la vieille ville de Jérusalem, à l'exclusion des quartiers neufs ; plus de 500 000 Arabes, quittant dans la panique les terres tombées dans le lot d'Israël, se réfugieront auprès des Etats voisins, dans une misère navrante. Après avoir constitué, à Gaza, un gouvernement vite devenu fantôme, le mufti s'est retiré au Caire et symbolisé, dans son intransigante pureté, l'idéal de la Palestine arabe. Les Nations Unies sont intervenues trop tard pour jouer le rôle d'arbitre ; elles ont tenté du moins de paraître en conciliatrices ; elles ont imposé l'armistice aux belligérants, mais elles n'ont pu, depuis trois ans, convertir cet armistice en paix. Elles ne sont pas même parvenues à réaliser un plan d'internationalisation de Jérusalem, voté par elles beaucoup trop tard, en décembre 1949, et qui eût cependant constitué une chance ultime de jeter, en Orient, une pierre d'attente pour une pacification réelle.

## Nationalisme arabe et nationalisme israéliens restent inconciliables

L'affaire palestinienne concrétise, désormais, toute la crise orientale : elle en a réduit les données complexes à deux éléments irréductibles, entre lesquels ne paraît possible aucune autre combinaison que l'opposition radicale.

Israël se défend, il est vrai, d'être intransigent. La Palestine, expose-t-il, est la terre ancestrale du peuple juif ; après une longue dispersion, de grandes humiliations, des souffrances sans nombre, cette nation se rassemble enfin dans sa patrie. Elle trouve le sol occupé par d'autres tenants, et le rachète de ses deniers ; elle voit ce sol désert ou inculte, et le transforme par son travail ; elle multiplie, grâce à une main-d'œuvre exercée et à une haute technique, les ressources de ce pays. Chaque Juif du monde, proclame Israël, a le droit de venir vivre sur ce territoire qui est le sien ; pour cet établissement, les subsides de la diaspora juive comme ceux des autres nations sont nécessaires, mais la mise en valeur de ce domaine créera bientôt tant de richesse que le standard de vie de toute cette partie du monde se trouvera radicalement transformé ; pour peu que tombent les barrières commerciales, la misère sera extirpée du monde arabe ; les masses humaines de l'Orient vivront heureuses et seuls leurs maîtres féodaux, qui les exploitent jusqu'à maintenant, devront disparaître. Toutefois il est bien entendu qu'Israël est ici de droit et non par tolérance, comme souverain et non comme protégé ; ce peuple a trop pâti de l'oppression pour accepter une tutelle ou une sujétion ; il veut être libre comme les autres peuples.

Mais chez les nationalistes arabes l'on répond : cette terre est notre patrie ; nos ancêtres l'ont conquise, l'Islam l'a pénétrée, et Jérusalem est sa troisième ville sainte ; nous tenons à ce pays par toutes nos fibres. Nous n'avons point appelé ces émigrants sionistes, c'est l'Occident qui les a introduits. Nous n'attendons rien d'eux. Nous avons le droit, nous aussi, d'être libres : et si vie ; nous en faisons notre but nos richesses naturelles ne sont pas encore mises en valeur, qu'on nous



Cette photo prise au cours des troubles de 1936 montre les étudiants juifs qui s'apprennent à repousser une agression arabe.

aide à les exploiter sans, pour autant, nous assujettir à des étrangers. Nous pourrions, par tolérance et sens de l'hospitalité, accueillir chez nous des émigrants d'autre race et d'autre religion ; mais ils auront à vivre sous nos lois, et non pas nous sous leur dépendance. L'Etat d'Israël est un lambeau arraché du corps arabe ; nous n'aurons pas de repos que cette plaie ne soit fermée. Nous extirperons Israël, et si notre faiblesse nous interdit de le faire par les armes, notre patience y réussira par le blocus. Cela est à la fois notre point d'honneur et la condition de notre unique ; nulle autre considération politique ne nous intéresse tant

que cette question vitale n'est pas réglée, et nous nous unissons pour obtenir une solution...

Ainsi le nationalisme arabe se trouve porté, par contact violent avec le nationalisme israélien, à l'extrémisme le plus radical. Ainsi le désir d'unité, profond mais parfois confus chez les Arabes, se renforce du sentiment d'un tort grave fait au peuple arabe et à l'Islam ; il va donc se précipiter et tenter de s'incarner dans une organisation arabe interétatique : la Ligue arabe.

(A suivre.)

(1) Voir *Croix* des 27, 28, 29 novembre.

## PROCHAIN ARTICLE :

**Faute de pouvoir éliminer des pays arabes la misère et la désunion, la Ligue arabe se prodigue en bruyantes interventions extérieures.**

# L'éveil fiévreux du Proche-

## I. — La crise actuelle constitue-t-elle un sursaut de « fanatisme musulman » ?

L'OPINION occidentale, sensibilisée par les événements de l'Extrême-Orient, suit avec un intérêt croissant l'évolution de la crise actuelle, dans le monde arabe, en Egypte et en Iran. Le développement de plus qu'elle n'en savait pas aussi cas, par exemple, de l'Indochine la mer de Chine, c'est l'idéologie et à cette entreprise, contre laquelle la résistance, locale et occidentale, s'organise, s'associe fatalement une série de troubles sociaux et politiques et de chocs militaires. Sur les rives du golfe Persique et les berges du canal de Suez, il en va, semble-t-il, tout autrement.

### L'Islam, force puissante en Orient, n'est pas fondé sur l'intolérance

Moscou n'est, en effet, représenté dans le Proche-Orient, que par quelques agents qui ne sont nullement en vedette. L'Islam passe, ordinairement, pour imperméable aux conceptions athées et révolutionnaires des Soviétiques. Sans doute n'est-ce donc pas le communisme, mais quelque autre force qui bouleverse aujourd'hui le Proche-Orient ? Et l'on se demande parfois, en Occident, si cette force de subversion ne serait pas simplement l'Islam, le panislamisme, le « fanatisme musulman ».

Il est navrant qu'à cette question il soit souvent répondu par une affirmative sans nuances. Car les termes mêmes dans lesquels on la formule impliquent déjà une prise de position ; ils comportent, envers les musulmans, un blâme tacite, sinon une condamnation ; panislamisme, ce serait tendance impérialiste à l'expansion et à la conquête ; fanatisme, cela impliquerait intolérance, peut-être persécution des adeptes de cultes différents. En articulant d'emblée de pareilles accusations envers l'ensemble des musulmans, l'on manquerait dès l'abord de prudence et de charité ; et l'on méconnaîtrait gravement le caractère éminemment respectable de leur foi monothéiste, dont l'étude passionnée a retenu et retient encore tant de grands chrétiens parmi lesquels il suffira de nommer Miguel Asín Palacios, Louis Massignon, enfin Mgr Mula et le R. P. Abd el Jélil, eux-mêmes venus de l'Islam.

la faculté de vivre et de pratiquer leur propre culte, sous la protection de la communauté musulmane.

Ainsi subsistèrent, dans l'Islam traditionnel, des communautés juives et chrétiennes protégées : en marge de la cité musulmane, leurs membres n'étaient ni citoyens pleins, ni étrangers hors la loi ; le musulman ne devait pas « les prendre pour amis, de peur de leur ressembler » (Coran, V, 56), mais il lui était loisible de manger la nourriture préparée par eux, de les avoir à son service domestique, d'épouser légitimement leurs filles, sans réciprocité d'ailleurs. Les « gens du Livre » pouvaient exercer leur culte, mais très discrètement et sans prosélytisme ; ils conservaient leurs sanctuaires, mais n'étaient

pas autorisés à en bâtir de nouveaux ; ils acquittaient un impôt supplémentaire, mais n'avaient pas à porter les armes ; ils n'avaient pas, en principe, la faculté de participer au pouvoir politique, mais, plus instruits, il peuplaient les chancelleries, les bureaux du fisc, le Trésor ; le père de saint Jean Damascène fut le ministre des Finances du calife de Damas, et se fit, auprès de lui, l'efficace avocat de ses coreligionnaires.

La tradition musulmane de tolérance limitée, dont nous venons de tracer un rapide tableau, reste vivace dans l'Islam d'aujourd'hui. En dépit de l'évolution des temps, elle continue de constituer l'idéal des milieux conservateurs ; elle influence, secrètement et efficacement, l'altitude de cercles évolués, et même celle de ces progressistes qui croient s'être complètement libérés de l'Islam ; elle éclaire, pour l'observateur du dehors, les réac-

non musulmans ; mais, ce faisant, il aura l'impression de consentir une faveur, en renonçant à l'exercice de la guerre sainte.

Il ne saurait dès lors accepter, autrement que sous la pression de la nécessité, la domination d'un Etat non musulman, voire la conclusion avec cet Etat d'un traité qui céderait à celui-ci des droits. La nature du non-musulman est, à ses yeux, d'être vassal ou tributaire, nullement d'être maître.

C'est dans cette atmosphère que les musulmans transposent d'instinct, pour la plupart, les événements d'aujourd'hui. Une Compagnie pétrolière peut bien recevoir une concession, en versant des « royalties », sorte de tribut ; mais il ne saurait être naturel qu'elle se refuse, si l'Etat musulman le juge à propos, à augmenter le taux de ce tribut ; comment se prévaudrait-elle d'un droit, puisque l'Etat ne saurait

avoir démembré à son profit la souveraineté, bien inaliénable de la communauté des croyants ? Comment d'autres Etats non musulmans pourraient-ils intervenir dans l'affaire, fût-ce sous l'apparence d'une Cour internationale de justice ou d'une Assemblée des Nations Unies, puisqu'il s'agit des intérêts de la communauté musulmane ? Tout cela, pour un musulman qui se tient au point de vue traditionnel, est impossible à penser.

Est-ce là du fanatisme ? Certainement pas dans le sens courant d'intolérance aveugle et sanguinaire. C'est à la fois moins que du fanatisme, et davantage. C'est un sentiment complexe, que les mots des langues françaises restent impuissants à décrire exactement, et que, dans l'Occident, les sages mêmes ne pénétreront jamais tout à fait ; en sorte que les réactions de l'Islam ne cesseront pas de comporter, pour l'Europe, une part de redoutable inconnu.

### Diagnostic de PIERRE RONDOT

ménie, ne doit pas nous abuser. Nous nous plaignons, à juste titre, que les évolués orientaux ne possèdent, trop souvent, pour toute référence à l'histoire de l'Eglise catholique, que Torquemada, la Saint-Barthélemy, et le chevalier de La Barre ; gardons-nous de procéder, à l'égard de l'Islam, de manière aussi injustement sommaire ; jetons, pour apprécier équitablement son attitude, un coup d'œil rapide, mais objectif, sur son histoire.

### L'histoire des relations islamo-chrétiennes en Orient est celle d'un compromis

L'Islam des origines se donnait certes pour règle de convertir les païens : il leur offrait, en principe, le choix entre la mort et la « vraie foi ». Mais il procédait autrement à l'égard des Juifs et des chrétiens ; il les considérait, en effet, comme des « gens du Livre », comme les dépositaires d'une tradition authentique mais partielle, car, pour lui, le Coran complétait l'Ancien Testament et l'Evangile. Il ne les obligeait donc pas à choisir entre le martyre et l'apostasie ; il leur laissait

pas autorisés à en bâtir de nouveaux ; ils acquittaient un impôt supplémentaire, mais n'avaient pas à porter les armes ; ils n'avaient pas, en principe, la faculté de participer au pouvoir politique, mais, plus instruits, il peuplaient les chancelleries, les bureaux du fisc, le Trésor ; le père de saint Jean Damascène fut le ministre des Finances du calife de Damas, et se fit, auprès de lui, l'efficace avocat de ses coreligionnaires.

Préservés des risques militaires et politiques, cantonnés dans les affaires lucratives, les « gens du Livre » acquirent vite tant de richesses et de considération que les musulmans sentirent le besoin de les rabaisser ; la réaction populaire leur fit, de façon brutale, parfois sanglante, payer ces succès et l'orgueil que d'accusés en avaient conçu.

Les autorités usèrent de rigueur envers eux, et leur crédit subit des éclipses : le futur saint Jean Damascène abandonna très tôt la carrière de fonctionnaire, qui ne lui donnait plus la possibilité d'être secourable aux siens. Certains califes, tel Motawakil à Bagdad, se firent persécuteurs, mais, il est juste de l'ajouter, non moins envers les musulmans dont l'opinion différait sur quelque point de dogme, tel que le caractère incréé du Coran, qu'envers les chrétiens.

Enfin, les juristes élaborèrent un « statut des gens du Livre », qui devait maintenir ceux-ci dans le sentiment de leur modeste subordination, en leur faisant souffrir l'humiliation : Mawerdi précise qu'ils devront porter des marques distinctives, qu'ils n'auront pas le droit de monter à cheval, qu'ils devront s'abstenir « d'exhiber des croix et des pourceaux ». (Statuts rouennemenaux, trad. Fagnan.)

On ne peut donc avancer une conclusion qu'avec maintes précautions : « Le caractère de compromis, écrit Shedd, marque toutes les relations de l'Islam avec la chrétienté. La persécution directe des chrétiens est contraire à la loi de l'Islam et n'a que peu de précédents dans son histoire ; mais l'idée d'égalité religieuse devant la loi est étrangère au système. Ainsi l'Islam est mal jugé : tantôt dénoncé comme sanglant persécuteur, tantôt traité comme protecteur de



Type de vieillard damasécène.

tions apparemment étranges de l'Orient moderne. Elle n'exclut d'ailleurs jamais la possibilité de réactions plus violentes que peut déclencher l'occasion, geste sanglant d'un fanatisme, sursaut populaire ou délibération d'ulémas que revient hanter la formule de la « guerre sainte ».

### Les réactions musulmanes, très nuancées, ne sont pas entièrement prévisibles pour l'Européen

Le musulman, héritier conscient ou non de cette tradition, reste dans l'ensemble disposé à tolérer auprès de lui les adeptes d'autres cultes, mais il entend garder l'appréciation libre et souveraine de la place qu'il leur concède. Il ne saurait, en effet, sans se renier lui-même, les tenir pour ses égaux sur le plan métaphysique ; le Juif sera toujours, pour lui, celui qui a corrompu le dépôt sacré des Ecritures ; le chrétien, celui qui associe à Dieu (qui cesserait ainsi d'être unique) un autre être, son Fils fait homme.

A l'égard de ces gens, le musulman n'abdiquera jamais tout à fait le secret sentiment de sa supériorité intrinsèque. Il leur étendra, certes, la générosité que sa loi lui commande ; mais il mesurera toujours lui-même l'étendue de cette générosité. Il ne les persécutera pas ; il désapprouvera en principe les excès que commettraient envers eux, à l'occasion, ses propres coreligionnaires ; mais il soupçonnera instinctivement ces Juifs et ces chrétiens d'avoir eux-mêmes par quelque manquement, par quelque tentative de se hausser abusivement, suscité ces représailles ; aussi, n'ira-t-il pas facilement jusqu'à condamner, devant l'étranger, les auteurs de telles violences : la solidarité musulmane l'empêchera de renier ses frères.

Sans doute il accordera que, pour des raisons d'humanité, la paix doit régner avec les Etats

# L'éveil fiévreux

## II. — L'Orient rêve de concilier la conception moderne de l'État et les principes de l'Islam

**L**a tradition musulmane de « tolérance limitée » que nous avons essayé d'évoquer (1) campe le musulman, nous l'avons dit, dans une attitude de générosité réelle, mais distante, de bienveillance non dénuée de condescendance, de supériorité mitigée de concessions révocables, envers tout ce qui n'est pas l'Islam. Un homme inspiré par cette tradition ne peut concevoir le pouvoir qui doit l'incarner que sous une forme très proche de ce que nous appelons l'arbitraire.

Aussi, lord Cromer n'avait-il pas tort à fait tort lorsqu'il professait que l'Orient attendait un « tyran juste » ; il eût dû ajouter que le musulman ne pouvait s'accommoder, sauf nécessité, que d'un tyran relevant de la même foi, quitte à transiger sur la justice...

### Le souverain des peuples musulmans, c'est la loi islamique

Qui se place, en effet, dans la perspective particulière du système coranique ne peut échapper à cette conclusion : le seul souverain légitime, c'est la loi islamique, la Charia. Et cette « vérité » est absolue et intemporelle : elle vaut pour notre époque comme pour celle de Mahomet, qui en a reçu et divulgué la révélation. Le meilleur connaisseur britannique de l'Islam contemporain, le professeur H.-A.-R. Gibb, n'hésite pas, en effet, à écrire que la loi religieuse islamique, « la Charia, représente pour le musulman tout ce que représente la Constitution pour les Etats-Unis d'Amérique, et davantage encore ». (*La structure de la pensée religieuse de l'Islam*, trad. franç. J. et F. Arin, p. 35.)

Conséquence logique de cette attitude d'esprit : tout pouvoir politique exercé en pays d'Islam par un étranger est illégitime, dans l'absolu. Cette illégitimité ne peut manquer de s'étendre également à toute puissance économique, à toute influence, même indirecte, détenue par un non-musulman.

En effet, dans la perspective coranique, les distinctions qui nous sont familières entre le profane et le spirituel, entre le religieux et le social, ne peuvent trouver place : ces distinctions ne sauraient garder de sens devant l'absolue suprématie du divin.

On voit, dès lors, qu'il faut aller plus loin et que, même détenu par un musulman, le pouvoir cesse d'être légitime s'il est exercé autrement qu'en conformité avec la loi islamique ; c'est-à-dire, répétons-le, est la véritable souveraineté ; l'homme doit se borner, en la mettant en pratique, à assurer sa domination.

Il convient donc de tirer du Coran toute définition des pouvoirs sur terre. Tous les docteurs de l'Islam traditionnel l'ont fait. Mais il paraîtra plus surprenant à un Occidental de voir un homme politique d'aujourd'hui s'engager dans la même voie. C'est cependant ce que fait, par exemple, un personnage aussi représentatif que Chaudhury Khaliquz Zaman, ancien président de la Ligue musulmane du Pakistan. Il s'appuie sur ce texte coranique : « O vous, les croyants, obéissez au Prophète, obéissez à ceux d'entre vous qui détiennent l'autorité, et s'il s'élève sur quelque sujet une dispute entre vous, reportez-vous à

Dieu et au prophète. » (*Coran*, IV, 62.) Et il en déduit non seulement tout un système constitutionnel, comportant entre autres le suffrage universel et le vote des femmes, mais encore la nécessité canonique de réunir en un Etat islamique unique et extra-territorial, fondé sur ces principes, l' totalité des musulmans du globe. (*The Islamic Review*, Woking,

sité de Sind, *Dawn*, 1<sup>er</sup> septembre 1949.) Ajoutons que cette méritoire entreprise de conciliation organique du traditionnel et du moderne n'a pu encore aboutir à l'établissement d'une charte.

Tout destiné qu'il paraisse à demeurer théorique, l'idéal panislamique de l'Etat n'en exerce pas moins, sur les esprits des musulmans, une influence qui se traduit, sous une forme moins rigoureuse, dans les actes et dans les faits. L'exigence qu'il articule ne saurait constituer, comme les théoriciens le prétendent, la base unique des institutions publiques, mais elle suffit à entretenir, dans les esprits de la plupart des musulmans, un ferme attachement

buerait à hâter le régime de rapprochement et d'unité arabe... Les Arabes se rendent bien compte que leur nationalisme a pris naissance dans l'Islam, avec lequel il se confond. » (*Al-Masdar*, 9 février 1950.)

La sous-Commission chargée d'élaborer le texte constitutionnel, puis la Commission plénière adoptèrent à une faible majorité le principe de l'Islam, religion d'Etat. Mais les protestations se multiplièrent.

Elles vinrent des chrétiens : patriarches, évêques, hommes politiques et simples fidèles, orthodoxes ou catholiques réunis en Conférences communes « pour la première fois depuis le schisme », affirmèrent qu'établis dans ce pays avant l'Islam, ils ne pouvaient accepter une formule qui restaurerait, à l'égard des « protégés », les anciennes discriminations humiliantes.

Elles vinrent aussi des musulmans progressistes, dont l'engagement essentiel mérite d'être sou-

### Diagnostic de Pierre RONDOT

janvier 1950, p. 22-24 ; voir *l'Afrique et l'Asie*, 3<sup>e</sup> trimestre 1950, p. 3-18.)

### Des conceptions plus modernes s'imposent néanmoins aux nations orientales

Certes, la rigueur même de ces exigences diminue, jusqu'à les rendre pratiquement nulles, leurs chances de réalisation. On observera que si les pays de l'Orient arabe ont réservé à Chaudhury Khaliquz Zaman, prophète et pèlerin de « l'Etat islamique », un accueil très flatteur, ne comportant d'ailleurs nul engagement, le gouvernement du Pakistan a fait savoir qu'il n'était pour rien dans de tels plans. Tout au contraire.

Liaquat Ali Khan, qui dé tint le pouvoir à Karachi jusqu'à sa chute, voici quelques semaines, des balles d'un fanatique, conduisit avec une grande sagesse l'élaboration d'une Constitution qu'il appuyait, certes, sur « les principes de démocratie, de liberté, de tolérance et de justice sociale, tels qu'ils sont énoncés

au principe de l'Etat confessionnel.

Certes, Mustapha Kemal Ataturk a fondé, en Turquie, l'Etat laïque. Mais, outre qu'il s'agissait d'un homme de génie, doué d'une énergie sans limites et d'une surprenante capacité créatrice, il s'adressait à un peuple particulièrement discipliné, pour qui l'Islam avait été avant tout une consigne, et que ses épreuves et sa défaite de 1918 incitèrent à adopter, comme unique voie de salut, le double idéal du nationalisme et de modernisme : encore convient-il d'ajouter que, malgré vingt ans de laïcisme officiel, la réaction islamique se développe de jour en jour autour de Smyrne et d'Ankara. En revanche, l'essai de modernisation laïque lancée en Iran, à l'exemple d'Ataturk, par le chah Réza Pehlevi, est demeuré sans résultats profonds, et aucun Etat arabe d'Orient n'a rien tenté de tel.

### Les chrétiens de Syrie ont lutté pour l'égalité avec les musulmans

Tout au contraire, lorsque, au début de 1950 la Syrie a entrepris de se donner une nouvelle Constitution, un puissant courant d'opinion, déclenché par l'Association des « Frères musulmans » et vite alimenté par l'enthousiasme des masses, a exigé que l'Islam fût officiellement proclamé comme la religion de l'Etat.

Des motifs d'opportunité et des raisons de principe, raidissement face au danger israélien, soit d'unité arabe et d'union islamique, haute appréciation des forces spirituelles, agissaient simultanément sur l'esprit des promoteurs du projet.

L'éloquent cheikh Mustapha Sebati, aumônier des Frères musulmans, s'écriait : « La laïcité, l'athéisme ne peuvent que dissoudre les mœurs de la nation et provoquer sa perte face à un ennemi fanatique et décidé [Israël]... Nous sommes un peuple qui désire retourner vers Dieu, tendre la main à nos frères arabes, nous appuyer sur des amis forts et sincères : les 400 millions de musulmans... En calquant, en matière de foi, sa Constitution sur celle des autres Etats arabes [Egypte, Irak], la Syrie contri-



Le chah Réza Pehlevi.



Mustapha Kemal Ataturk.

par l'Islam » (motion précisant les objectifs de la Constitution, *Weekly Pakistan News*, 12 mars 1949), mais qu'il voulait moderne ; car, ajoutait-il, « ceux qui considèrent l'Islam comme antiprogressiste ne comprennent rien à son véritable esprit ». (Discours inaugural de l'Univer-

ligné, car il met en pleine lumière l'impossibilité de fonder, sur l'Islam, un Etat moderne. Puisque l'on veut appliquer la Charia, faudra-t-il amputer le vol en multipliant les œuvres de charité ; et nous voulons seulement rapprocher nos lois des prescriptions musulmanes qui se

# du Proche-Orient

« concilient avec l'esprit du siècle. »  
 Et les progressistes de répartir :  
 « Nous autres, musulmans croyants  
 et pratiquants, nous nous indignons  
 que l'on prescrive l'Islam  
 avec l'intention de ne pas l'appliquer.  
 Si l'Islam devenait religion d'Etat,  
 personne, fût-ce cheik Mustapha,  
 ne pourrait rejeter la requête d'un  
 musulman qui exigerait l'application  
 totale de la loi musulmane... A quoi  
 bon se référer à une religion, alors  
 que les règles religieuses ne peuvent  
 être appliquées ? » (Al Kabas,  
 11 février 1950.)

## Impensable en principe, le compromis s'insinue dans la pratique

Ces efforts conjugués aboutissent, dans des conditions que nous ne pouvons exposer ici en détail (nous avons essayé de le retracer dans le numéro 4, 1950, de la revue *Rythmes du Monde*), à l'adoption d'un texte qui, renonçant à faire de l'Islam la religion de l'Etat syrien, se bornait à lui rendre un hommage de principe et à y reconnaître la source principale de la législation. Mais l'intérêt de cette crise symptomatique débordant largement le cadre des institutions syriennes. Elle permet d'apercevoir le jeu, dans l'Orient musulman, de forces contradictoires en principe, souvent conciliées en fait dans un équilibre quasi miraculeux. D'une part, l'Islam conservateur se raidit dans sa prétention théorique à tout embrasser, à tout régler. Mais les progressistes le sollicitent de s'accommoder aux nécessités du monde moderne. Impensable en principe, le compromis s'insinue



La foule des musulmans rassemblés pour la prière.

dans la pratique. Et les chrétiens relevés d'un séculaire abaissement collaborent à l'accommodement : prenant désormais part à l'Etat, qu'ils ont servi dans les mouvements nationaux, ils s'opposent à la restauration des principes qui les en éliminaient jadis.

Nous voici conduits, par ce détour, au point décisif où l'évolution de l'Islam moderne et celle des chrétiens d'Orient se conjuguent dans l'essor des mouvements nationaux. En évoquant le développement de ceux-ci, nous verrons comment chrétiens et mu-

sulmans y ont participé en commun ; nous comprendrons mieux pourquoi, dans l'Orient moderne, fanatisme et intolérance n'ont plus la signification de jadis ; nous entreverrons comment, dans cette région, le nationalisme, ali-

menté pour une part seulement par des sentiments musulmans, est devenu la force politique essentielle d'aujourd'hui.

(A suivre.)

(1) Voir *Croix* du 27 novembre.

## DEMAIN :

**Le nationalisme oriental grandit  
 sans que l'Occident s'en avise.**



# L'éveil fiévreux d

## III. — Le nationalisme oriental, né de l'Occident grandit sans que l'Occident s'en avise...

INVENTÉ par l'Occident, le nationalisme s'est, quelques dizaines d'années plus tard, répandu dans l'Orient; mais l'Occident a longtemps dédaigné de s'en apercevoir. Aujourd'hui encore, s'il reconnaît enfin, devant la brutalité des faits, l'importance des nationalismes orientaux, leur capacité d'action ou du moins de subversion, il oublie souvent leur ancienneté, leur profondeur, la diversité de leurs racines; il garde une fâcheuse tendance à y voir un phénomène soudain, exceptionnel, peut-être provisoire.

Un exemple tout récent illustrera cette persistante naïveté occidentale.

Rendant compte, dans l'*International Review of Missions* d'oc-

les sujets musulmans [du sultan] des sujets chrétiens ».

La famine endurée durant la guerre de 1914 par les chrétiens du Liban, les massacres et l'exil soufferts par les Arméniens d'Anatolie, dont les débris se réfugiaient en Syrie, contribuaient sans doute, bien qu'aucun n'eût eu pour auteurs des musulmans arabes, à incliner la France mandataire au Levant à une politique minoritaire. Elle adjoint en 1920, au vieux mont Liban de majorité chrétienne pour en faire le « Grand Liban », les terres de la périphérie, plus fertiles, mais où les musulmans se trouvaient en grand nombre.

En Syrie, elle favorisait, selon les recommandations de la S. D. N. qu'elle interprétait étroitement, les particularismes locaux; Druzes et Alaouites, sectateurs dissidents de l'Islam, formèrent des entités administratives distinctes. L'administration et la jurisprudence mandataires favorisèrent d'ailleurs la tolérance, avec tant de continuité et d'efficacité que les heureux résultats de cette évolution des mœurs sont encore sensibles aujourd'hui, comme on le vit à Damas, en 1950, lors de l'affaire de la « religion d'Etat » (1).

Accrochés au littoral libano-syrien, tenant à peine au delà de Damas un lambeau de la steppe, la France se trouvait en marge du monde arabe oriental plutôt qu'associée à son destin.

Les tendances unitaires qui se

développaient dans la péninsule, retentissant de Bagdad à Amman, de La Mecque à Jérusalem, provoquaient à Damas des échos qui inquiétaient; toute « unité arabe » ne risquait-elle pas d'arracher la Syrie à son influence? N'était-elle pas d'ailleurs, en son fond, une entreprise britannique?

les plus remarquables, on ne s'en avisait plus.

Aujourd'hui encore on ne peut, sans le surprendre, rappeler à un public français la participation chrétienne à la renaissance arabe. Cependant, n'est-il pas normal que les chrétiens du Levant aient été les guides de leur pays vers

### Diagnostic de Pierre RONDOT

Il était, certes, difficile à la France de concevoir et de mener alors une vaste politique arabe en Orient, et cependant en dehors d'une telle politique il était impossible de trouver la confiance de la bourgeoisie de Damas, de Homs, de Hawa, dont les éléments jeunes tressaillaient de ferveur nationale. En revanche, rien n'était plus aisé pour la France que de faire une politique minoritaire: tous les milieux chrétiens conservateurs, entraînant derrière eux la masse aux réactions sentimentales profrançaises, y poussaient; nombreux étaient les Alaouites et Druzes qui, par méfiance envers les Sunnites, s'employaient dans le même sens.

### Les chrétiens ont pris une grande part dans les mouvements de renaissance arabe

Il ne semble pas que personne en France se soit alors avisé de la part que les chrétiens locaux avaient prise, depuis de longues années, à la rénovation culturelle et politique du monde arabe. Certes, quelques jeunes chrétiens jouaient visiblement, au lendemain de la guerre 1914-1918, un rôle dans le nationalisme arabe; mais on les considérait volontiers comme des égarés, oubliés provisoirement de leurs traditions. En réalité, c'étaient les continuateurs des pionniers chrétiens de la renaissance arabe; ils avaient derrière eux une tradition vivace de trois quarts de siècle; mais à Paris même, où cette tradition avait eu quelques-unes des attaches

les conceptions modernes du monde? N'étaient-ils pas les premiers à avoir reçu les leçons des missionnaires occidentaux, les premiers à avoir appris le français, lu Descartes et Montesquieu, mais aussi Jean-Jacques, les premiers à avoir étudié à Paris, à Genève, à Lyon, à Montpellier, à avoir vécu dans une société marquée par la distinction du spirituel et du temporel, par la neutralité de l'Etat, par la souplesse



Sourires d'ent

de la vie familiale, par la liberté sociale de la femme?

Il eût été surprenant qu'ils ne fussent pas à l'avant-garde de l'émancipation de l'Orient. Mais ils l'ont été. Rappelons seulement quelques noms: Béchara l'akla, Farès Nimr, qui, peu après la crise libanaise de 1860, jetent avec l'« Ahram » et le « Moqattam » les bases de la grande presse arabe en Egypte; Boutros Boustani, rénovateur de la langue arabe, auteur de la première encyclopédie arabe, « la circonférence de l'océan » (1867); Nassif el Yazigi, auquel on doit la première tentative orientale d'application des méthodes modernes à la philologie et à la grammaire arabe; son fils, Ibrahim el Yazigi, prophète de la renaissance politique arabe, avec son hymne enflammé, *Arabes, réveillez-vous!* Tous sont des chrétiens du Liban, Négib el Azoury, qui apparaît comme le premier théoricien du mouvement avec son ouvrage *Le réveil de la nation arabe dans l'Asie turque*, édité à Paris, en 1905, est un chrétien de Palestine. Checrighanem, qui fera représenter, en 1912, à Paris, son drame lyrique *Antar* où éclatent des vers comme celui-ci:

Où! l'Arabie unie

aux mains d'un maître unique,

est encore un chrétien du Liban, comme Charles Debbas et Nadra Moutran qui, en sa compagnie et celle de plusieurs musulmans, organiseront à Paris, en 1913, le premier « Congrès arabe » et y feront voter une motion proclamant l'indivisibilité de la nation arabe.



Figure typiquement arabe aux traits assez sévères.

fobre 1951, d'un ouvrage sur « le pétrole et le Moyen-Orient », l'évêque anglican de Téhéran reproche, certes, à cet ouvrage de ne point prendre en suffisante considération « le rapide essor et la force du nationalisme parmi les peuples du Moyen-Orient »; mais il ajoute: « Il était peut-être impossible d'estimer l'intensité de ce développement avant le début de l'agitation contre l'Anglo-Iranian Oil Company ».

Venant d'un résident occidental de haute culture, appelé par ses fonctions à l'observation de l'Orient, cette remarque montre à quel point les Européens peuvent garder longtemps leurs illusions quant à l'équilibre interne des peuples d'outre-mer au sein desquels ils vivent.

### L'Occident a longtemps manqué de clairvoyance à l'égard du nationalisme arabe

France et Grande-Bretagne ont, durant le second quart de ce siècle, rivalisé d'aveuglement à l'égard de ces nationalismes orientaux, de ces désirs d'émancipation, de ces aspirations au *self-gouvernement* qu'avaient pourtant inspirés leur exemple et leurs leçons.

La France de 1919, qui allait exercer au Levant un mandat de la S. D. N., abordait cette région avec une conception vigoureuse, mais étroite, de son rôle historique de protectrice des chrétiens d'Orient. Elle oubliait que sa politique traditionnelle avait eu beaucoup plus d'ampleur: les « capitulations » instaurées par François I<sup>er</sup>, étendues par Louis XIV, inséraient la sauvegarde des chrétiens dans un système d'alliance, mêlée de conseils, avec les Ottomans; sous Napoléon III encore, il était précisé à notre ambassadeur à Constantinople que « la France ne séparait pas, dans sa sollicitude,



La « noria » qui permet de transformer les plaines arides en jardins...

# u Proche-Orient

Mais, encore une fois, les massacres et les sévices de 1915 avaient fait oublier en Europe, et surtout en France, cette longue collaboration islamo-chrétienne au développement du nationalisme arabe. Une certaine myopie politique, rétrécissant notre horizon à celui des particularismes libanais et syriens ; une méfiance, non pas justifiée dans son principe, mais parfois poussée jusqu'à l'absurde, envers une politique britannique volontiers panarabe, devaient empêcher de nous faire à la fois respecter le nationalisme arabe et minimiser son importance.

Il fallut bien des échecs à Damas, bien des heurts pour que les autorités françaises en viennent, par le traité de 1937, à composer avec ce nationalisme. Mais ce compromis, qui nous semble aujourd'hui hautement satisfaisant, inquiéta si vivement l'opinion française que, même après qu'il eût été assorti de garanties spéciales pour les chrétiens, le gouvernement dut renoncer à le présenter à l'approbation du Parlement. Là-dessus vint la seconde guerre mondiale ; l'affaiblissement de la France, l'essor renouvelé du nationalisme syrien, quelques erreurs politiques de nos agents locaux



ants druzes

et d'efficaces intrigues britanniques provoquèrent, en 1945, notre éviction du Levant.

## Les Britanniques n'ont pu maîtriser le nationalisme arabe qu'ils avaient excité

La collusion, alors flagrante, du nationalisme arabe et de la politique levantine de la Grande-Bretagne, ne doit pas faire penser que Londres ait toujours été, à l'égard du nationalisme arabe, plus clairvoyant que Paris.

La Grande-Bretagne avait eu, en effet, de longue date, une vue plus réaliste et plus large des choses arabes. Elle n'avait exercé que dans une mesure moindre un protectorat des chrétiens d'Orient, s'adressant surtout aux Eglises

non unies et concurrencé par la Russie. Sa pensée morale et sociale avait moins directement inspiré les rénovateurs arabes. Mais ses agents politiques avaient rapidement aperçu l'importance extrême des pays arabes, d'Alep et de Haïfa à Bagdad et Basorah, en tant que chaînons, de la route terrestre des Indes ; ils avaient, dès avant 1914, jalonné ces itinéraires de toute sorte de contacts, d'encouragements politiques et de projets. Tout était prêt pour l'action de Lawrence et la « révolte arabe » de 1915.

Lawrence eut de singuliers mérites : il sut mener, sans les contraindre, d'anarchiques contingents bédouins ; par les opérations qu'il leur fit effectuer sur le flanc droit de l'armée Allenby, il leur procura le sentiment de leur cohésion et celui, peut-être excessif, de leur efficacité ; il discerna que, parmi leurs chefs, le hachémite Fayçal pouvait devenir un souverain à la fois cher aux peuples arabes et accessible aux conseils de l'Occident ; il laissa ce prince entrer le premier à Damas, afin qu'il pût fonder le premier royaume arabe. D'où, malgré mille traverses, la fortune de cette dynastie hachémite qui, bien qu'ayant perdu le Hedjaz et la Syrie, règne encore aujourd'hui sur l'Irak et sur la Jordanie.

Satisfait d'avoir réalisé un extraordinaire exploit humain, mais peut-être lassé, sinon même inquiet, de son propre personnage arabisé, Lawrence s'effaça. Il eut des successeurs, tels l'actuel Glubb Pacha, chef de la légion arabe de Jordanie, mais point d'égaux. Mort en 1933, roi d'un Irak devenu indépendant, Fayçal ne devait pas non plus avoir de continuateurs de sa taille. Abdallah de Jordanie, jusqu'à sa fin tragique en juillet 1951, et aujourd'hui encore Nourî Pacha Saïd en Irak, ont continué, avec constance, mais sans autant d'éclat, cette tradition d'un arabisme unitaire et probritannique, concrétisé pendant le second conflit mondial par l'institution de la Ligue arabe.

Mais ce mouvement n'était plus à l'avant-garde. Il pouvait encore, convenablement monté, servir de fer de lance aux entreprises britanniques, comme ce fut le cas contre les Français au Levant. Il a suffi encore, de 1940 à 1945, à maintenir dans l'ensemble, fût-ce passivement, l'Orient arabe dans le camp des Alliés. Mais il avait cessé de séduire véritablement les esprits arabes, avides d'absolu, friands des extrêmes, enfiévrés d'intransigence. L'unité arabe qu'il leur proposait ne pouvait pas, en effet, être totale.

Ce n'étaient cependant pas les vieilles minorités chrétiennes et juives de l'Orient qui dressaient un obstacle efficace contre l'unité arabe. Nous avons vu que, parmi leur élite intellectuelle et poli-

tique, beaucoup avaient travaillé pour l'arabisme. Les chefs religieux et les masses étaient plus réticents ; mais Londres, en émancipant l'Irak, leur avait signifié de s'incliner ; les Assyriens, qui avaient tardé à le faire, en avaient durement pâti, et les autres se résignèrent. Paris, à son tour, s'efforça, en 1937-1938, d'accélérer l'évolution jusqu'à un suffisant accommodement islamo-chrétien. Le Liban même, bien que demeuré particulariste, mi-partie musulman et mi-partie chrétien, devait accepter en 1944 d'accéder à une Ligue arabe qui, en l'associant, le garantissait contre l'absorption. Il n'y avait donc pas, dans les traditions minoritaires que l'Occident n'encourageait plus, d'obstacle infranchissable à l'unité arabe.

Mais cet obstacle, l'Occident l'avait édifié ailleurs, et au point même où sa présence devait le plus gravement heurter les sentiments unitaires arabes : en Palestine, autour de Jérusalem. C'était le Foyer national juif, dû à une initiative anglo-américaine entérinée par les Alliés de la première guerre mondiale, et destiné à devenir, à partir de 1948, l'Etat d'Israël. Autour de lui, comme autour d'un abcès, la fièvre arabe grandit jusqu'à provoquer un nouveau paroxysme de nationalisme, dont la Grande-Bretagne absorbée par ses plans hachémites mit longtemps à entrevoir la portée.



Lawrence qui mena la révolte arabe de 1915.

C'est sous cette forme nouvelle que prévaut désormais, en Orient, un nationalisme arabe extrême, dont chacun sait qu'il ne doit plus rien à Londres. Aussi est-ce dans l'affaire de Palestine qu'il faut désormais chercher la clé des problèmes orientaux.

(A suivre.)

(1) Voir la Croix des 27 et 28 novembre.

## DEMAIN :

**L'imbroglia palestinien exacerbe le conflit des nationalismes orientaux.**